

**Convention collective**

**IDCC : 9121. – EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLYCULTURE  
ET D'ÉLEVAGE, ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES  
ET COOPÉRATIVES D'UTILISATION DE MATÉRIEL AGRICOLE  
(Aveyron)**

**(11 décembre 1981)**

(Etendue par arrêté du 30 novembre 1982,  
*Journal officiel* du 15 janvier 1983)

**AVENANT N° 66 DU 11 AVRIL 2013**

NOR : *AGRS1397156M*  
IDCC : 9121

Entre :

La FDSEA de l'Aveyron ;

Le SEDT de l'Aveyron ;

La FD CUMA de l'Aveyron,

D'une part, et

L'UD CGT-FO ;

L'UD CGT ;

La fédération CFTC-Agri,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 39 « Retraite et prévoyance » de la convention collective est modifié comme suit :

« Article 39

*Retraite*

Tout employeur doit adhérer pour ses salariés non cadres à une institution de retraite complémentaire autorisée par le ministère de l'agriculture, en application de l'article 1050 du code rural et de la pêche maritime. Les conditions d'adhésion, d'assujettissement, d'assiette et de taux de cotisations applicables aux employeurs et aux salariés sont celles fixées par la convention collective nationale de retraite du 24 mars 1971, ses annexes et ses avenants.

Il est rappelé que, pour le département de l'Aveyron, la gestion du régime complémentaire de retraite a été confiée à la CAMARCA (caisse mutuelle autonome de retraites complémentaires agricoles), 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 8.

Les cotisations sont assises sur le salaire retenu en matière d'assurances sociales agricoles.

La répartition de la cotisation est fixée comme suit :

- 60 % à la charge de l'employeur ;
- 40 % à la charge du salarié. »

## **Article 2**

L'article 39 *bis* « Garantie de rémunération en cas d'arrêt de travail pour maladie ou accident entraînant incapacité temporaire de travail » est modifié comme suit :

« Article 39 *bis*

*Régime de prévoyance*

Le régime de prévoyance des salariés non cadres est fixé par l'accord d'adhésion "Garanties incapacité de travail" du 30 avril 1992 et ses avenants modificatifs annexés à la présente convention collective. »

## **Article 3**

L'article 39 *ter* « Garantie de rémunération en cas d'incapacité permanente de travail » est abrogé.

## **Article 4**

Les dispositions du présent avenant, qui sera déposé à la DIRECCTE de Midi-Pyrénées, unité territoriale de l'Aveyron, entreront en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2013.

## **Article 5**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Rodez, le 11 avril 2013.

(Suivent les signatures.)